

POLITIQUE

Marcourt le régionaliste enfonce le clou

Le ministre wallon Jean-Claude Marcourt insiste : entre francophones, il y a une réforme à mener pour «faire évoluer les institutions».

Le ministre wallon de l'Économie, Jean-Claude Marcourt (PS), estime qu'il faut «pouvoir remettre à plat» les compétences entre francophones, a-t-il déclaré dans *L'invité* sur RTL TVI dimanche.

«Il faut préparer l'avenir et aucune institution ne doit être défendue pour elle-même», a indiqué le ministre socialiste, souhaitant que «l'on fasse fonctionner les institutions mais qu'on puisse aussi les faire évoluer.»

Il juge à cet égard qu'il faut «pouvoir remettre à plat, entre francophones, les compétences des uns et des autres». Marcourt s'oppose toutefois à une 7^e réforme de l'État.

Tirant le bilan de l'économie wallonne, le ministre se félicite

que tant l'Union wallonne des entreprises que celle des classes moyennes aient produit des études établissant que «la modernisation économique de la Wallonie est relancée».

«La Wallonie est aujourd'hui dans la moyenne européenne, ce qui n'était pas le cas il y a dix ans. Nous sommes sur le bon chemin mais il y a encore beaucoup de travail à faire». Il note le taux de chômage excessif et le nombre d'entrepreneurs trop peu élevé, mais aussi le fait que «la conscience de la Wallonie était trop faible pendant longtemps».

Interrogé sur le transfert de 4,6 milliards d'euros par an des ménages flamands aux ménages wallons, mis en lumière dans le récent Rapport sur l'économie wallonne de l'Institut wallon de la statistique (Iweps), le ministre a fait valoir que la Wallonie était le troisième client de la Flandre après l'Allemagne et les Pays-Bas. «Nous sommes donc les troisièmes contributeurs à la richesse flamande.»

«Moi je ne cours pas derrière la

Flandre. La Flandre et la Wallonie vont progresser simultanément et j'espère en parallèle», a encore pointé Jean-Claude Marcourt qui souhaite que «la Wallonie trouve un produit intérieur brut suffisant pour réellement assurer le développement de sa population».

Sortir de Brussels Airlines

Jean-Claude Marcourt se dit «disponible pour sortir du capital de Brussels Airlines». «Nous n'avons plus de raison à long terme de rester dans cette compagnie», a-t-il affirmé.

Il rappelle que la Wallonie a été «patriote» en investissant «pour sauver de l'emploi d'abord», après la faillite de la Sabena.

Il a précisé que la Lufthansa, compagnie allemande qui détient actuellement 45 % du capital de la compagnie belge, a une option de rachat des actions de Brussels Airlines et que «si elle l'exerce, nous sortirons». Il a encore ajouté que «Brussels Airlines est profondément flamand». ■